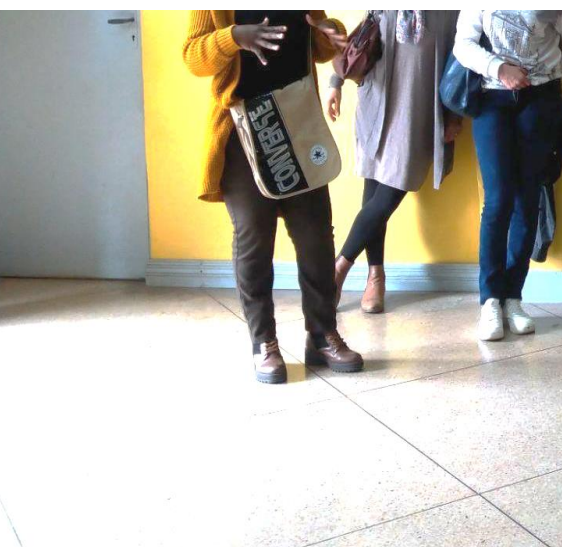


Fil d'actu RAEMH

Novembre 2021



01 Tendances sur les routes	1
Traversées	1
Tendances générales	2
02 Gestion des frontières	3
Surveillance	3
Disparitions - Sauvetage	3
Expulsions - retours	4
Enfermement - rétention	4
03 Dans les pays "de destination"	5
Accueil - système de protection	5
Asile - séjour	5
Assistance aux frontières	5
Accueil - intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6
Situation socio-politique	6
Covid-19	7



01 Tendances sur les routes

Traversées

Maroc/Espagne : début novembre, un [avion reliant le Maroc à la Turquie a dû se poser en urgence à Palma de Majorque](#) (Espagne) en raison du malaise supposé d'un passager. Au cours de son évacuation, 21 passagers se sont enfuis. A ce jour, certaines personnes ont été arrêtées, et l'enquête reste ouverte. Celles-ci seront poursuivies pour non-respect des règles de sécurité aériennes et entrée illégale sur le territoire espagnol, et seront expulsées vers leur pays d'origine.

Les [départs des côtes marocaines en direction des Canaries ou du sud de l'Espagne](#) se poursuivent à un rythme important. Entre le 12 et le 15 novembre, la marine marocaine a procédé à plusieurs sauvetages, portant assistance à 331 personnes, dont 248 originaires d'Afrique subsaharienne (dont 1 Soudanais), 80 du Maroc, deux "asiatiques".

Tunisie/ Italie : Au cours de neuf opérations menées mi-novembre, [les garde-côtes tunisiens ont intercepté plus de 200 personnes](#). Depuis le début de l'année, les autorités tunisiennes ont arrêté plus de 19.500 personnes qui tentaient de rejoindre l'Europe par la mer.

Libye : Pour extirper de l'argent aux personnes qui ont été séquestrées[1], les geôliers libyens [publient sur Facebook des photos de détenu.e.s](#), seulement identifié.e.s par un numéro, afin que la publication soit vue et partagée le plus possible, jusqu'à ce qu'un internaute reconnaisse une personne, et paye pour sa libération.

Dans une lettre adressée au Parlement européen, un [prêtre érythréen demande à l'UE de mettre fin à sa politique de repli](#), et appelant à une "révision radicale" de la politique à l'égard de la Libye.

Route par l'Arabie Saoudite : principalement empruntée par des personnes originaires d'Afrique de l'Est, la [route vers l'Arabie Saoudite connaît un regain](#) malgré sa dangerosité (traversée de la Corne de l'Afrique via Djibouti ou la Somalie, golfe d'Aden, Yémen en guerre). En 2018 et 2019, c'était la route de migration maritime la plus fréquentée au monde.

France : L'entreprise Décathlon a [retiré de certains de ses magasins la vente de kayaks](#), parfois achetés par les passeurs et utilisés pour tenter la traversée de la Manche. Une initiative présentée comme "humaniste" mais qui se heurte au problème de la vente en ligne, très utilisée par les trafiquants.

Tendances générales

Statistiques Frontex : Selon l'agence, de janvier à octobre 2021, 160.000 personnes sont entrées de manière irrégulière en UE, soit [70% de plus qu'en 2020](#) sur la même période. L'augmentation la plus importante a été enregistrée sur les routes des Balkans et de la Méditerranée centrale ainsi qu'à Chypre. Sur cette période, 16 390 franchissements illégaux de frontières ont été signalés sur la route de la Méditerranée occidentale[2] (hausse de 14 % par rapport à l'année dernière ; diminution de 23 % par rapport à 2019). Les ressortissant.e.s algérien.nes représentaient 63 % des traversées sur cet itinéraire, suivis des Marocain.ne.s (29 %). Du côté de l'Afrique de l'Ouest, le nombre total de détections s'est élevé à 16 710 (hausse de 46 % par rapport à 2020 et de 1020 % par rapport à 2019).

Transferts d'argent : selon un récent [rapport de la Banque Mondiale](#), les transferts de fonds des migrant.e.s sont en hausse en 2021 (hausse à prévoir de 7,3 %, à 589 milliards de dollars), grâce au retour de la croissance dans les pays d'accueil. Les personnes originaires des pays « en développement » envoient trois fois plus d'argent que l'ensemble de l'aide publique au développement dépensée dans le monde. Ces transferts sont « *une bouée de sauvetage essentielle pour les dépenses des ménages dans l'alimentation, la santé et l'éducation pendant les périodes de difficultés économiques* ». Vers l'Afrique subsaharienne, le premier bénéficiaire du continent est le Nigeria, puis le Ghana, le Kenya et le Sénégal.

[1] Les milices interceptent les migrants à la frontière avec les pays voisins, notamment le Niger, mais aussi l'Algérie, le Tchad et le Soudan et leur garantissent le transport vers Tripoli, toujours par le versement de sommes d'argent. Souvent les personnes ne savent pas qu'une fois arrivés, ils ne seront pas relâchés ou mis en contact avec les organisations de passeurs pour les traversées.

[2] Depuis l'Afrique du Nord principalement vers l'Espagne



[Publication par le HCR](#) de son rapport d'évaluation sur la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Réfugié.e.s. Y sont reflétés de nombreuses statistiques: hausse du nombre de personnes réfugiées partout dans le monde entre 2016 et 2020 ; 9 réfugié.e.s sur 10 sont accueillis dans des pays dits « en développement » ; ¾ des personnes réfugiées dans le monde devraient avoir accès au travail décent selon les lois nationales, ce qui est loin d'être effectif en pratique, etc.



[Rapport annuel du Mixed Migration Center \(MMC\)](#) sur les tendances migratoires en 2021.

02 Gestion des frontières

Surveillance

Crise Belarus / Pologne : au fil du mois de Novembre, la [situation n'a eu de cesse de se dégrader à la frontière](#). D'une part, le Belarus est mis en cause pour [faciliter délibérément le déplacement des personnes vers sa frontière](#), les empêchant ensuite de revenir et leur refusant l'accès à l'aide humanitaire. D'autre part, la Pologne refuse violemment l'entrée sur son territoire (usage de canons à eau, jets de gaz lacrymogène, grenades pour empêcher les personnes de franchir la frontière, nombreux [décès](#)), malgré le droit européen et international relatif à l'asile. Le tout sur fond de [crise diplomatique entre les deux pays](#).

Pour sa part, [l'Ukraine se dit prête à tirer sur des migrants](#) qui tenteraient de traverser sa frontière avec la Biélorussie.

Réaction de l'UE : D'une part, [ont été proposées des mesures à l'encontre des opérateurs de transport](#) qui facilitent ou se livrent au trafic. Des visites et contacts diplomatiques ont été établis avec les pays de transit et d'origine, afin d'empêcher le départ des personnes et faciliter leur retour. Les ressortissants d'Irak, de Syrie et du Yémen sont [désormais interdits d'acheter des billets et d'embarquer pour la Biélorussie depuis les aéroports de Turquie](#) mais aussi de [Dubai](#). Des [avions de rapatriement](#) ont déjà été affrétés vers l'Irak. D'autre part, la [Commission Européenne a publié une proposition de décision sur des mesures d'urgence provisoires](#) au profit de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, permettant à ces trois États de déroger à plusieurs dispositions de la législation européenne (procédure d'asile, conditions d'accueil, retour), en restreignant essentiellement le droit d'asile, en confinant les personnes à la frontière, en accélérant le retour et en ne répondant qu'aux besoins fondamentaux des personnes, allant jusqu'à la détention de facto.

Selon [l'OIM](#), au moins 7000 personnes restent bloquées en Biélorussie. La Commission européenne estime que 8000 personnes ont déjà traversé la frontière et se trouvent dans des centres en Pologne, Lituanie et Lettonie, 10000 personnes seraient en Allemagne.



Publication d'un [Guide de formation par le bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme et le Commissariat pour les Droits de l'Homme](#), visant à « aider les États, et en particulier les responsables des frontières, à adopter une approche de la gouvernance des frontières fondée sur les droits de l'homme et tenant compte de la dimension de genre ».

Disparitions - Sauvetage

Naufrage dans la Manche : le 24 novembre, un [naufrage entre la France et l'Angleterre faisant 27 victimes](#) a été particulièrement médiatisé. Si les [autorités françaises et britanniques](#) ont accusé les passeurs d'être à l'origine du drame, les [associations](#) pointent du doigt la responsabilité des États, qui militarisent la frontière maritime et précarisent les conditions de vie des personnes aux frontières. En réaction à la tragédie, [Frontex a annoncé le déploiement d'un avion pour patrouiller "jour et nuit"](#) au-dessus de la Manche, et le ministre de l'intérieur français a appelé le Royaume-Uni à ouvrir une route migratoire sûre et légale.

Canaries : Plusieurs naufrages à déplorer, [allongeant la liste des victimes](#) (selon l'OIM, plus de 900 disparus.e.s depuis le début de l'année). Les sauveteurs espagnols ont par ailleurs procédé au [sauvetage de 374 migrants dans la nuit](#)

du [23 au 24 novembre](#) (aucun décès). La [marine sénégalaise a intercepté une pirogue](#) partie de Gambie avec 82 personnes, qui avait chaviré au large de Saint-Louis du Sénégal.

Grèce : ouverture à Lesbos du [procès de 24 humanitaires](#) qui collaboraient avec l'ONG ERCI, qui effectuait notamment des opérations de sauvetage entre 2016 et 2018. Les accusés pourraient risquer jusqu'à 25 ans de prison, soit la durée maximale d'incarcération prévue par la justice grecque.

Expulsions - retours

Pologne : le Parlement a validé un [amendement qui autorise le refoulement des personnes migrantes interpellées à la frontière](#) immédiatement après l'avoir franchie illégalement. L'obligation de non-refoulement prévue dans l'article 33 de la Convention de Genève interdit le renvoi d'une personne vers un pays où sa vie et/ou sa liberté serait menacée, mais n'interdit pas le renvoi vers un pays tiers, tant que celui-ci n'est pas « à risque » pour la personne.

Algérie / Espagne : Depuis début novembre, [300 personnes au moins ont été renvoyées en Algérie](#), via une compagnie de ferries avec laquelle les autorités espagnoles ont passé un contrat de sous-traitance, pour lequel chaque navire coûte au total 300 000 euros.

Tunisie : selon l'ONG tunisienne FTDES, un [accord entre la Tunisie et la France pour accélérer le processus d'expulsion](#) des Tunisien.ne.s en situation irrégulière serait en discussion, en réaction aux restrictions d'octroi de visas annoncé par la France en septembre dernier. Par ailleurs, des experts du bureau des Nations Unies pour les Droits de l'Homme ont [dénoncé des expulsions depuis la Tunisie vers la Libye](#).



Une [note d'analyse de ECRE](#) (Conseil Européen pour les Exilé.e.s et Réfugié.e.s) revient sur le lien entre procédures d'asile et procédure de retour dans le cadre des nouvelles politiques européennes.

Enfermement - rétention

UE : Un [récent rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE \(FRA\) sur l'assistance juridique aux migrants pendant les procédures de retour](#) fait état de plusieurs restrictions et lacunes dans l'assistance juridique gratuite en détention avant renvoi (barrières linguistiques, accès à l'information, délais et le respect d'exigences légales strictes). La FRA demande aux États de remédier à ces lacunes et de donner accès aux organismes de surveillance de la détention afin qu'ils puissent évaluer régulièrement l'utilisation et l'efficacité de l'aide juridique gratuite pour les rapatriés.

Grèce : Le ministre grec des Migrations a inauguré [deux nouveaux camps fermés pour demandeurs d'asile sur les îles de Kos et Leros](#). Ces centres fonctionneront sur le même modèle que celui de Samos, critiqué par les ONG pour son aspect comparable à une prison.

03 Dans les pays "de destination"

Accueil - système de protection

Asile - séjour

Chypre : Chypre va demander à la Commission européenne le [droit de suspendre les demandes d'asile des personnes "entrant illégalement dans le pays"](#). Chypre avait déjà durci sa politique migratoire en réduisant le temps d'instruction des dossiers d'asile (passant de 3-5 ans à 50 jours maximum) ; et en rejetant systématiquement les demandes déposées par des ressortissants de 21 pays considérés comme sûrs, dont l'Égypte, le Nigeria, la Bosnie, les Philippines (à moins que les demandeurs ne puissent prouver que leur vie est menacée en cas de retour dans le pays d'origine).

Assistance aux frontières

Calais : début novembre, un [« sas de mise à l'abri » a été ouvert à Calais](#), en réponse aux revendications exprimées lors de la [grève de la faim entamée en octobre](#) par des militants. Cet espace, qui visait à accueillir les personnes le temps d'une nuit, avant leur transfert vers d'autres hébergements, a pourtant été [fermé 12 jours après son ouverture](#). Raison avancée: ce dispositif avait été ouvert le temps nécessaire à la mobilisation de 300 nouvelles places d'hébergement, ce qui a été résolu. Les associations dénoncent un « coup de communication ». En parallèle, les [démantèlements de campements](#) dans la région se poursuivent.

Frontière franco-italienne : MSF a installé une [tente humanitaire à Briançon](#) normalement déployée dans les pays en crise, pour héberger les personnes arrivant des Alpes italiennes. Mise à part cette tente, [aucune structure n'est ouverte pour accueillir](#) les migrants à ce point d'entrée en France.

Mali : Le documentaire « Le dernier refuge » de Ousmane Samassékou a, depuis sa sortie en mars 2021, remporté sept prix à l'international dont le grand prix du film documentaire au prestigieux festival de Copenhague et tout récemment le [Tanit d'argent au JCC Carthage Film Festival](#). Cette réussite lui permet d'être le seul film africain à pouvoir prétendre à une [sélection pour les Oscars 2022](#) dans la catégorie long métrage documentaire.

Accueil - intégration

France : Un [rapport parlementaire dénonce les conditions de vie et d'accès aux droits des migrants](#) sur le territoire. Au cours de leurs six mois de travaux, les députés ont observé les conditions de vie et d'accès aux droits des migrants, et pointent de multiples manquements de l'État à ses devoirs autour du droit d'asile, de l'accès aux soins, à l'éducation, à l'administration. Le rapport dénonce notamment les récents choix gouvernementaux de réduire l'octroi de visa pour contraindre les pays d'origine à reprendre leurs ressortissants, ou d'augmenter les frais d'inscriptions des étudiants étrangers.

Hongrie : la Cour de justice de l'UE a rendu un [arrêt dans lequel elle estime que la Hongrie a enfreint le droit européen](#) à travers sa loi dite "Stop Soros"[1] en 2018, qui fait du soutien aux exilés une infraction pénale dans le pays.

[1] Cette loi - baptisée du nom du milliardaire George Soros - a institué une peine allant jusqu'à un an de prison pour quiconque porte assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen, si la vie de l'intéressé n'est pas immédiatement en danger.

Couloirs humanitaires/Italie : Pour la première fois depuis deux ans, un [avion affrété par le HCR a quitté Tripoli pour Rome avec à son bord 93 personnes](#). En 2020, aucun avion d'évacuation n'avait été autorisé à décoller de Tripoli, à cause du Covid-19 et de la fermeture des frontières, et cette année, la Direction libyenne de lutte contre les migrations illégales avait bloqué tous les vols humanitaires. Le tout premier vol de ce type est parti seulement trois semaines avant, [pour le Niger](#). Aussi, la Conférence épiscopale italienne et d'autres organisations religieuses telles que la Communauté de Sant'Egidio ont signé un [accord avec le ministère italien de l'intérieur pour faire passer 1200 réfugiés afghans](#) par les couloirs humanitaires au cours des deux prochaines années.

Maroc / Espagne : En vue de la prochaine réouverture des postes-frontière des 2 enclaves de Ceuta et Melilla (prévue en mars 2022[2]) dédiés aux porteurs de marchandises détaxées, le Maroc réclame la [réglementation de la situation des 8.500 ressortissants marocains employés dans les 2 villes](#) qui, dans de nombreux cas, n'ont pas de contrat de travail.

Niger / Libye : les deux pays ont signé un [protocole d'accord qui vise à protéger les travailleurs migrants](#) par la délivrance effective de visas de travail avant l'emploi. L'OIM, qui appuie cette initiative, encourage l'élargissement d'un cadre de coopération internationale similaire entre la Libye et les principaux pays d'origine, notamment le Tchad, le Ghana, la Guinée Conakry, le Mali, le Nigéria et le Sénégal.

[2] Fermé depuis 2019



Dans un [nouveau guide, l'Organisation internationale du travail \(OIT\)](#) appelle les États à améliorer l'accès des migrants à la protection sociale. Le guide comporte une section spécifique sur les travailleurs migrants en situation irrégulière et précise dans quelle mesure les sans-papiers ont des droits à la protection sociale en vertu du cadre international des droits de l'homme.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Situation socio-politique

Maroc/Algérie : début Novembre, un [incident à la frontière algéro-marocaine causant la mort de 3 routiers algériens](#) dans une zone contrôlée par le Front Polisario a une fois de plus envenimé les relations entre les 2 pays, en crise aigüe depuis quelques mois (Alger met en cause l'implication de militaires marocains dans cet incident).

Ethiopie : Alors que le conflit s'intensifie et que l'état d'urgence a été déclaré début novembre, la [progression du Front populaire de libération du Tigré vers la capitale](#) Addis-Abeba inquiète le pouvoir. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé un appel urgent à un « cessez-le-feu immédiat et inconditionnel afin de sauver » le pays, après plus d'un an de conflit marqué par la famine.

Soudan : toujours des affrontements après le coup d'État militaire de fin octobre. Le retour à son poste du premier ministre, écarté par les militaires en octobre, n'a pas éteint le mouvement de contestation. L'UE a condamné la [violence contre les manifestants](#) opposés au putsch, faisant plusieurs morts.

Violences en RDC : 22 civils ont été tués le 28 novembre, dans une [nouvelle attaque contre un camp de déplacés en Ituri](#), dans le nord-est, moins d'une semaine après un assaut similaire ayant fait 29 morts sur un site voisin. Des miliciens du groupe de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), qui prétend défendre les intérêts des Lendu, une des ethnies de cette province, sont donnés responsables de cette attaque. L'Ituri comme le Nord-

Kivu voisin, également en conflit, sont depuis six mois placés sous le régime exceptionnel de l'état de siège et sous l'autorité d'un gouverneur militaire.

Burkina Faso : [manifestations populaires contre le Président](#) Roch Marc Christian Kaboré, dénonçant la « faillite sécuritaire » dont est victime le pays. L'élément déclencheur de ces protestations serait [l'attaque du poste de gendarmerie d'Inata](#) par un groupe terroriste proche du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans, dans le nord du pays, survenue le 14 novembre et faisant 53 morts.

Niger : début novembre, plus d'une soixantaine de villageois membres de milices d'autodéfense ont été tués lors d'une [attaque, dans la région de Tillabéri](#), théâtre depuis le début de l'année des actions meurtrières de djihadistes présumés.

Mali : Report sin die des « [assises nationales](#) » qui devaient se tenir fin décembre et à l'issue desquelles la junte au pouvoir devait fixer une date des élections. Bamako a récemment notifié à la Cédéao que le Mali serait dans l'incapacité d'organiser ces élections en février 2022, évoquant notamment l'insécurité criante dans les régions.

Tanzanie : La Tanzanie a annoncé sa décision [d'autoriser les étudiantes enceintes et les mères adolescentes à poursuivre leurs études](#) balayant ainsi une interdiction très critiquée mise en place par son défunt leader, John Magufuli.

Kenya : Dans le nord du pays, la [sécheresse](#) élève le risque d'insécurité alimentaire qui touche déjà 2,5 millions de personnes. L'aridité s'étend au sud de l'Ethiopie, à la Somalie et au nord-est de l'Ouganda. La Corne de l'Afrique reçoit des précipitations inférieures à la moyenne depuis octobre 2020.

Nigeria et Niger / choléra : Une [épidémie de choléra](#) a fait 3.300 morts au Nigéria parmi quelque 94.000 malades recensés majoritairement dans l'état du « Niger » à l'ouest du pays. L'épidémie, qui a fait sa réapparition au Niger (pays), début août, a fait plus de 156 morts sur 5.400 malades recensés dans six régions du pays, dont la capitale de ce pays d'Afrique de l'Ouest, Niamey. Certaines zones concernées par l'épidémie sont également victimes de l'insécurité. On y constate de nombreux déplacements de population, les éloignant des services de santé, entraînant « une pression accrue sur les établissements de santé qui travaillent déjà avec des capacités limitées ».

Covid-19

Vaccination: selon l'OMS, seuls [27 % des professionnels de santé ont été entièrement vaccinés](#) en Afrique. Au [Cameroun](#), où il existe une grande défiance à l'égard du vaccin, 1,1 % de la population cible est complètement vacciné contre le coronavirus qui a déjà fait plus de 1 600 morts dans le pays.

Lors du [Forum sur la coopération sino-africaine](#) qui s'est tenu à Dakar fin novembre, la Chine s'est notamment engagée à fournir à l'Afrique un milliard de doses supplémentaires de vaccin, sous forme de dons (600 millions de doses) et de production conjointe (400 millions de doses) assortie d'une levée des droits de propriété intellectuelle.

Maroc : Après avoir suspendu les vols avec la France et l'Afrique du Sud, le Maroc a décidé fin novembre de [suspendre tous les vols en provenance de l'étranger](#) pour une durée de deux semaines, renouvelables...



Publication d'une étude de l'OIM visant à comprendre [l'impact socio-économique de COVID-19 sur la libre circulation, les envois de fonds des migrants et le bien-être de leurs ménages](#), leurs familles et communautés au Niger